

REÇU LE 8 - MARS 2013



4635

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE pour son établissement de Compiègne de respecter les dispositions édictées aux articles 2.10.1, 2.10.2, 2.10.4, 2.10.5 et 2.10.6 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 réglementant les conditions de fonctionnement de la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE à Compiègne ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 21 novembre 2012 sur le site de Compiègne ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées transmise le 23 novembre 2012 à la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE à Compiègne suite à la visite d'inspection réalisée le 21 novembre 2012 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 23 novembre 2012 ;

Considérant les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, en particulier la protection de la nature, de l'environnement et la sécurité publique ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 21 novembre 2012 sur le site de la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE à Compiègne a mis en évidence que l'exploitant ne respectait pas certaines des dispositions édictées aux articles 2.10.1 à 2.10.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 susvisé ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à augmenter la probabilité de survenue d'un incendie et/ou d'en aggraver les conséquences associées par l'insuffisance des moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie présents sur le site de Compiègne ;

Considérant que pour mettre fin aux désordres, il y a lieu de mettre en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE de procéder aux opérations nécessaires à la protection des intérêts précités ;

Considérant les dispositions édictées à l'article L514-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE dont le siège social est situé 2 avenue Berthelot BP 60524 - ZAC de MERCIERES à Compiègne (60200), est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions édictées ci-après, dont les délais s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE est tenue de respecter les dispositions édictées aux articles 2.10.1 et 2.10.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 susvisé. A cette fin, elle devra notamment adopter toutes les mesures utiles permettant de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant devra:

- **Sous un délai de 3 mois**, établir un plan d'intervention, en liaison avec les services d'incendie et de secours, reprenant l'ensemble du système de lutte contre l'incendie. Ce plan reprendra *a minima* :
 - les mesures d'organisation,
 - les méthodes d'intervention,
 - les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le plan sera mis à jour en tant que de besoin et notamment à l'occasion de chaque modification notable. Ce plan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Un exemplaire de ce plan sera transmis aux services de secours.

- **Sous un délai de 3 mois**, réaliser un dossier d'alerte définissant le système d'alerte interne et ses différents scénarios. Sera également mis en place, un réseau d'alerte interne à l'établissement qui collectera sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence notable, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenchera les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.
- **Sous un délai d'1 mois**, signaler l'emplacement de la coupure générale d'électricité du site et afficher les panneaux réglementaires identifiant le stockage de matières dangereuses.

ARTICLE 3:

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE est tenue de respecter les dispositions édictées à l'article 2.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 susvisé. A cette fin, elle devra notamment adopter toutes les mesures utiles permettant de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant devra:

- **Sous un délai de 3 mois**, mettre en place le réseau de 4 robinets d'incendie armés (RIA) tel que prescrit à l'arrêté préfectoral susvisé. Ces équipements seront conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.
- **Sous un délai d'1 mois**, transmettre, à l'inspection des installations classées, un justificatif permettant d'attester de la tenue au feu de 2 heures du mur coupe-feu séparant son site de celui de la société HEXAPAC.
- **Sous un délai de 2 mois**, transmettre, à l'inspection des installations classées, un justificatif permettant d'attester du caractère opérationnel du troisième poteau incendie, et ce conformément à ce qui est attendu dans l'arrêté préfectoral, à savoir une pression de 6 bars.
- **Sous un délai de 3 mois**, rédiger des procédures d'intervention et les communiquer aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :
 - Le plan des installations avec indication :
 - * des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - * des mesures de protection mises en place ;
 - * des moyens de lutte contre l'incendie ;
 - * des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
 - les stratégies d'intervention en cas de sinistre.

ARTICLE 4:

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE est tenue de respecter les dispositions édictées à l'article 2.10.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 susvisé. A cette fin, elle devra notamment adopter toutes les mesures utiles permettant de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant devra:

- **Sous un délai de 6 semaines**, mettre en place les consignes indiquant notamment :
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations ;
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

ARTICLE 5:

La société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE est tenue de respecter les dispositions édictées à l'article 2.10.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010 susvisé. A cette fin, elle devra notamment adopter toutes les mesures utiles permettant de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant devra:

- **Sous un délai de 4 semaines**, mettre en place des consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des services de secours extérieurs.
- **Sous un délai de 3 mois**, réaliser des exercices d'application des consignes.

ARTICLE 6 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits, les suites administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

L'exploitant est invité à présenter au Préfet de l'Oise les éventuelles observations écrites qu'appellerait de sa part la présente injonction.

ARTICLE 7 :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent acte.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le directeur départemental des Territoires, le maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

20 FEV. 2013

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général


Patricia WILLAERT

Destinataires

Monsieur le Directeur Général de la Société IMPRIMERIE DE COMPIEGNE

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Sénateur-Maire de Compiègne

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le Chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement

Monsieur le Directeur départemental des Territoires -SAUE-

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours